



Cadre légal des investissements agricoles

Mohamed Coulibaly,
mohamed.coulibaly@iisd.org
Abidjan, 14 Dec. 2015



Plan de discussion

1. Le droit applicable aux investissements agricoles

- les sources du droit
 - +Le droit national
 - +Le droit Communautaire
 - +Le Contrat d'investissement agricole
 - +Le traité d'investissement (bilatéral ou multilatéral)

2. Interaction entre les différentes sources

3. les principes internationaux et régionaux

Le droit national



• **Le droit interne au complet**

- Constitution du Pays
- La législation foncière
- La législation environnementale
- La législation du travail
- La législation fiscale
- La législation sur la sante et la sécurité
- La législation sur la concurrence
- Le droit des sociétés (Actes uniformes OHADA)
- Le code des investissements
- Autres textes pertinents: la décentralisation donne des pouvoirs à des exécutifs et assemblées au niveau local...

Le droit communautaire



- Généralité:

- Règlement – d'application directe dans les pays
- Directives – besoins de mesures de transposition en droit national
- Décisions et autres textes d'application des textes ci-haut
- Caractère principal: *un droit qui prime sur le droit national !*

- Deux institutions majeures en Afrique de l'Ouest:

- UEMOA - Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
- CEDEAO – Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

- Textes Pertinents:

- Une Directive contraignante sur les politiques foncières en cours de préparation au niveau de la CEDEAO. Pourrait contenir des dispositions sur les investissements Agricoles
- UEMOA: Directive n° 02/2011/CM/UEMOA portant harmonisation de la fiscalité applicable aux entreprises d'investissement a capital fixe au sein de l'UEMOA

Le Contrat d'investissement



- un contrat international dans le domaine public. Pas un contrat privé.
- Peut être régi par le droit de l'État d'accueil, le droit d'un autre État, ou par le droit international.
- Beaucoup d'obligations pour les Etats, peu pour les investisseurs
- Contient généralement une clause d'arbitrage international
- Prévoit souvent des clauses de stabilisations
- Prime souvent sur le droit national
- Les obligations de l'Etat et de l'investisseurs y sont précisées.
- Préférable d'avoir un droit national solide. Dans ce cas le contrat crée moins situations d'incohérence

Les Traités d'investissement (Bilatéraux ou multilatéraux)

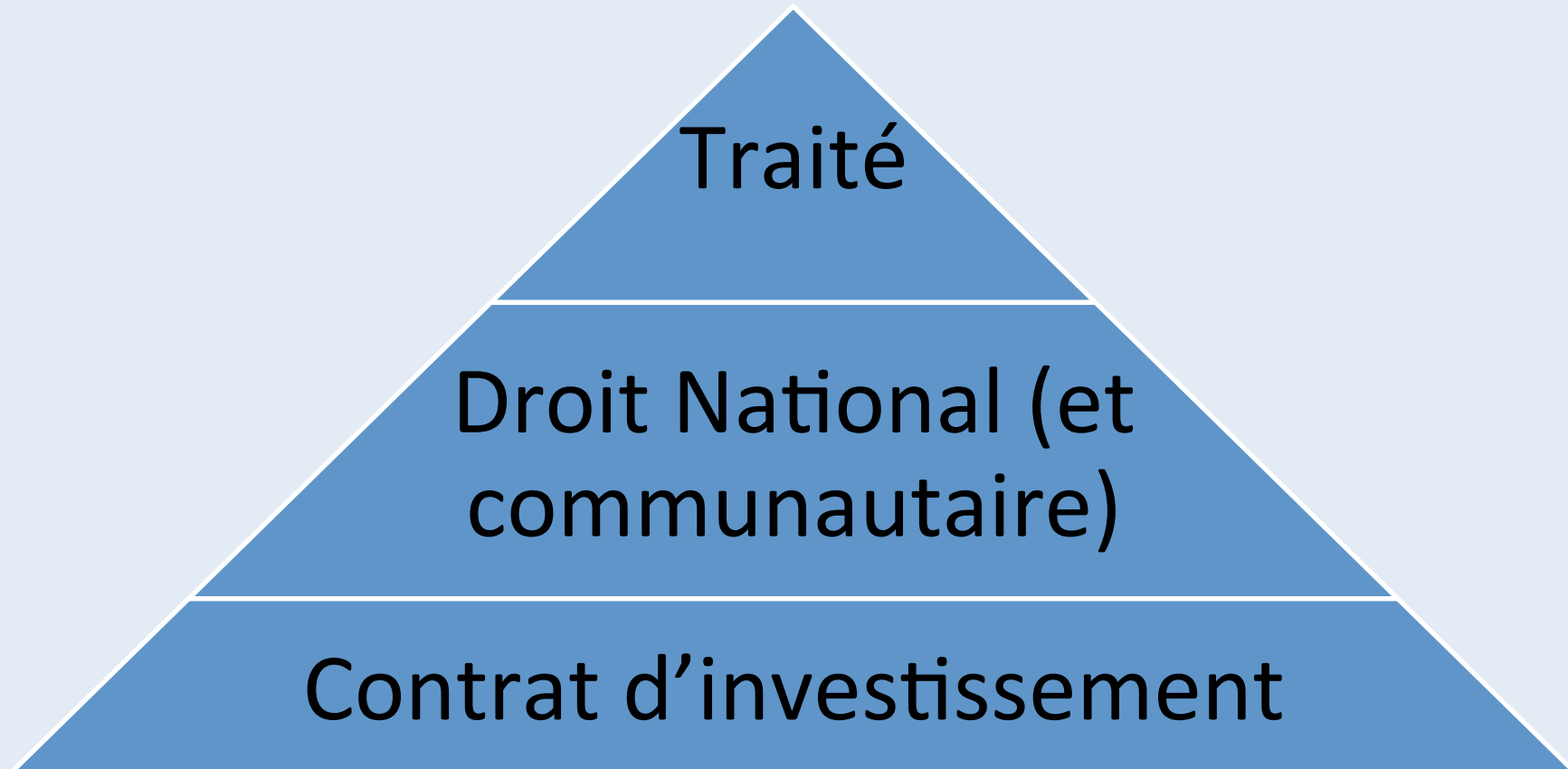


-
- Plus de 3400 traités existent aujourd'hui (CNUCED)
 - Caractéristiques: Traités signés entre deux ou plusieurs États... mais dont les bénéficiaires directs sont des investisseurs étrangers.
 - Clauses typiques (contenu controversé)
 - Non-discrimination (Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée)
 - Compensation à payer en cas d'expropriation
 - Traitement juste et équitable
 - Libre transfert des capitaux
 - Arbitrage Investisseur-Etat (clause d'arbitrage international)

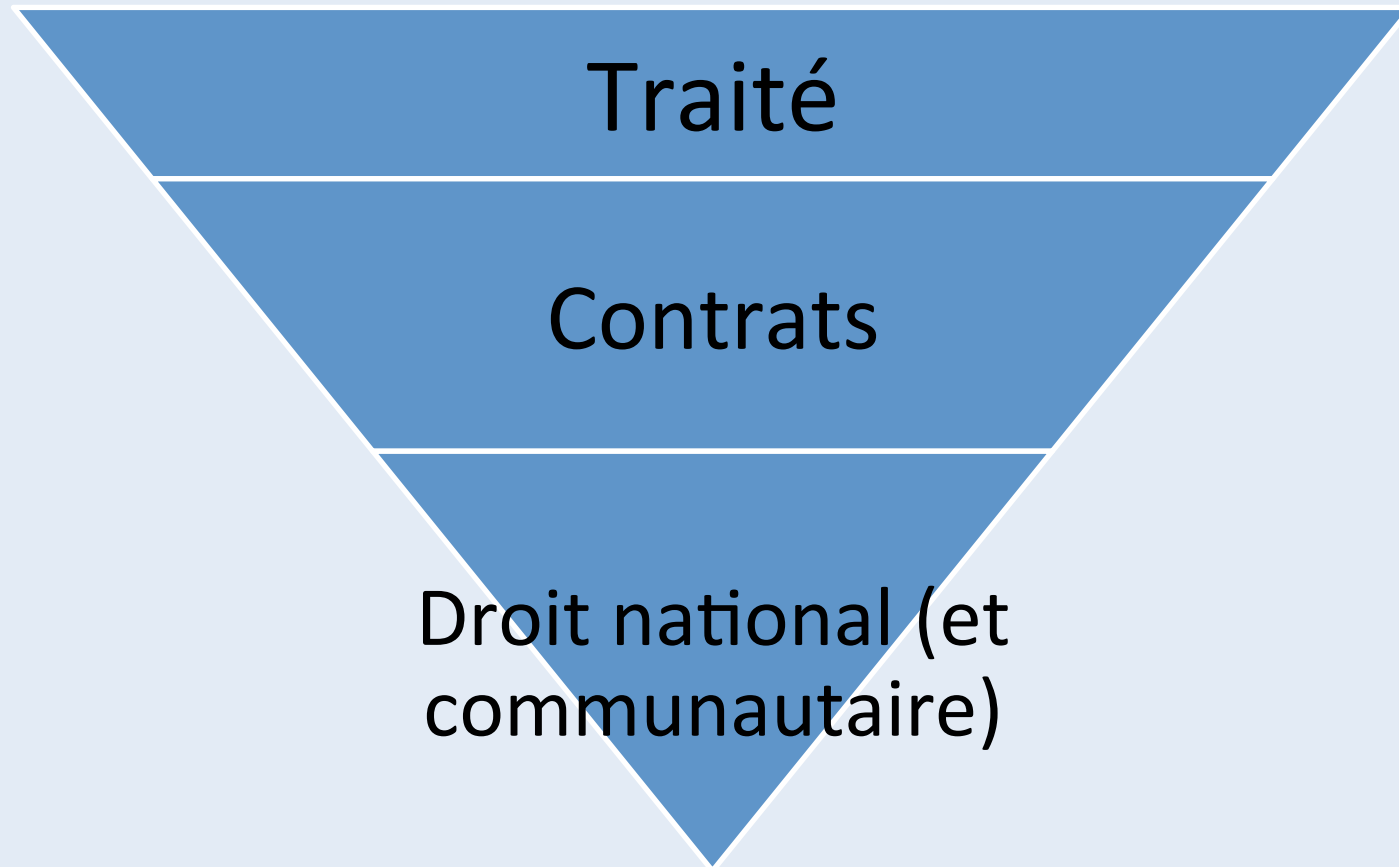
Interaction entre les sources du droit

- Primauté du droit international sur le droit national en cas de conflit ou d'incohérence
- Contrats internationaux et traités peuvent:
 - *Comblent les lacunes du droit national (positivement ou négativement) ou*
 - *Supplanter le droit national et le remplacer par le traité ou le contrat*
- L'investisseur peut initier un arbitrage international contre l'Etat sous le traité et/ou le contrat

Interaction entre les sources du droit: ordre normal des choses.



Interaction entre les sources du droit: ce qui n'est pas souhaitable!



Les Principes de droit mou (soft law)

- ❑ Les directives volontaires de la FAO,
- ❑ les Principes du LPI
- ❑ Les Principes pour l'Investissement Agricole Responsable (PRAI) de la Banque Mondiale – FAO – CNUCED

- Ces principes:

- ✓ Ne sont pas contraignants, mais influencent beaucoup le cadre légal
- ✓ Certains états révisent leurs cadres juridiques à la lumière de ces principes
- ✓ Sont appliqués lorsque les bailleurs comme la BM, la BAD, etc. sont impliqués
- ✓ Les principes sur les IFGE du LPI pourrait s'intégrer dans le dispositif juridique de la CEDEAO à travers les directives en cours d'adoption



MERCI POUR VOTRE ATTENTION!

mohamed.coulibaly@iisd.org

